

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/N/THA/50  
22 janvier 2001

(01-0335)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

## NOTIFICATION

1.	<b>Membre de l'Accord adressant la notification:</b> <u>THAÏLANDE</u> <b>Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés:</b>
2.	<b>Organisme responsable:</b> Office thaïlandais de contrôle des médicaments et des produits alimentaires (FDA), Ministère de la santé publique
3.	<b>Produits visés (Prière d'indiquer le (les) numéro(s) du tarif figurant dans les listes nationales déposées à l'OMC. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant). Régions ou pays susceptibles d'être concernés, si cela est pertinent ou faisable:</b> SH 2007; ICS: 67.080.10 (Fruits et produits dérivés)
4.	<b>Intitulé et nombre de pages du texte notifié:</b> Notification du Ministère de la santé publique (n°...), B.E.2543(2000) – Confitures, gelées et marmelades en contenants hermétiquement clos (9 pages, disponible en thaï).
5.	<p><b>Teneur:</b> Suppression de la notification du Ministère de la santé publique n° 89 B.E.2528(1985) – Confitures, gelées et marmelades en contenants hermétiquement clos, du 17 mai 1985. La production de confitures, gelées et marmelades doit être régie par des bonnes pratiques de fabrication. Le texte présentement notifié couvre aussi les points suivants:</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1) Qualité ou grade: odeur, saveur, teneur en matières solubles, pH 2,8-3,5, bactéries coliformes, absence de micro-organismes toxiques, toxines issues de micro-organismes en quantité potentiellement dangereuse pour la santé, édulcorants.</li><li>2) Limites admissibles de contaminants, n'excédant pas, par kg de confiture, gelée ou marmelade, 1 mg pour le plomb et 250 mg pour l'étain.</li><li>3) Additifs alimentaires: régulateur d'acidité, agents anti-mousse, épaississants, conservateurs, agents raffermissants et antioxydants.</li><li>4) Contenants.</li><li>5) Étiquetage.</li></ol> <p>Les homologations ou permis d'étiquetage pour produit alimentaire délivrés avant la mise en application de la notification ministérielle susvisée resteront valables deux ans.</p> <p>Les producteurs ou importateurs ayant obtenu des homologations ou permis avant la mise en application de la notification doivent en demander de nouveaux dans un délai d'un an suivant l'entrée en vigueur de celle-ci. Les anciennes étiquettes peuvent rester valables encore deux ans après la soumission de la demande.</p>
6.	<b>Objectif et raison d'être:</b> <input checked="" type="checkbox"/> innocuité des produits alimentaires, <input type="checkbox"/> santé des animaux, <input type="checkbox"/> préservation des végétaux, <input type="checkbox"/> protection des personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes, <input type="checkbox"/> protection du territoire contre d'autres dommages attribuables à des parasites

<b>7.</b>	<b>Il n'existe pas de norme, directive ou recommandation internationale [ X ].</b> <b>S'il existe une norme, directive ou recommandation internationale, en donner la référence correcte et indiquer brièvement en quoi le texte notifié est différent:</b>
<b>8.</b>	<b>Documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles:</b> Publication de la notification ministérielle au Journal officiel après adoption.
<b>9.</b>	<b>Date projetée pour l'adoption:</b> 19 septembre 2000
<b>10.</b>	<b>Date projetée pour l'entrée en vigueur:</b> À déterminer
<b>11.</b>	<b>Date limite pour la présentation des observations:</b> 60 jours à compter de la date de mise en distribution de l'OMC <b>Organisme ou autorité désigné pour traiter les observations:</b> [ X ] <b>autorité nationale responsable des notifications,</b> [ X ] <b>point national d'information ou adresse, numéro de téléfax et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:</b>
<b>12.</b>	<b>Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu:</b> [ X ] <b>autorité nationale responsable des notifications,</b> [ X ] <b>point national d'information ou adresse, numéro de téléfax et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:</b>